

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3238

[C — 2003/27719]

17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la commission locale d'avis de coupure

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment l'article 46;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne donné le 19 mars 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 février 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 février 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 35.212/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 mai 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « décret » : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

2° « commission » : la commission locale d'avis de coupure visée à l'article 46 du décret;

3° « fournisseur » : le fournisseur d'électricité visé à l'article 2, 23°, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

4° « gestionnaire de réseau » : le gestionnaire de réseau de distribution d'électricité.

CHAPITRE II. — *Composition de la commission*

Art. 2. Le président de la commission est le représentant désigné par le conseil de l'aide sociale.

Le secrétariat de la commission est assuré par un membre du personnel du centre public d'aide sociale. Sauf si cette fonction est assurée par le représentant assurant la guidance énergétique sociale, le secrétaire de la commission n'a pas voix délibérative.

Chaque membre de la commission peut se faire remplacer par un suppléant qu'il désigne.

Art. 3. Lorsque le fournisseur qui a assuré la fourniture minimale garantie d'un client protégé en défaut de paiement pour lequel l'intervention de la commission est sollicitée, n'est pas le gestionnaire de réseau, la convocation visée à l'article 4, alinéa 3, lui est notifiée. Le fournisseur peut se faire représenter au sein de la commission avec voix délibérative.

CHAPITRE III. — *Fonctionnement de la commission*

Art. 4. La commission se réunit à chaque demande du gestionnaire de réseau assurant la fourniture minimale garantie à un client protégé en défaut récurrent de paiement suite à la procédure visée à l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité.

La demande est adressée par courrier au président de la commission de la commune dans laquelle l'abonné est domicilié. Elle est accompagnée d'une note justificative dont il ressort que la procédure en cas de non-paiement a été entièrement appliquée. Un relevé des consommations et des dettes liées à la fourniture minimale garantie est également annexé à la demande, ainsi que, le cas échéant, les coordonnées du fournisseur ayant assuré au cours des six premiers mois la fourniture minimale garantie du client en défaut de paiement.

Dans les dix jours, le président transmet la demande ainsi que les annexes aux membres de la commission. Il fixe la date, l'heure et le lieu de réunion de la commission. Dans le même délai, la convocation et l'annexe sont également adressés par recommandé au client en défaut récurrent de paiement. Le président précise la procédure et invite le client à faire usage de son droit d'être entendu, de se faire assister ou représenter par la personne de son choix.

Parallèlement et dans la mesure du possible, l'assistant(e) social(e) en charge de la guidance sociale énergétique prend contact avec le client concerné dans les meilleurs délais.

Art. 5. La commission évalue les difficultés sociales et financières de ce client et apprécie si le client a cherché une solution à ses difficultés de paiement. Sur base de cette analyse, la commission rend sa décision dans les vingt jours de l'envoi de la convocation visée à l'article 4.

En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

Le procès-verbal est rédigé en séance et est signé par toutes les parties présentes.

La décision est notifiée au client par le président par recommandé ou contre accusé de réception, ainsi qu'au gestionnaire de réseau, dans les trois jours ouvrables.

Art. 6. § 1^{er}. En cas de coupure de la fourniture minimale garantie, la notification au client protégé précise qu'il lui est possible de bénéficier d'électricité moyennant approvisionnement de sa carte à pré-paiement et mentionne les lieux d'alimentation de la carte.

§ 2. Dans le cas où la commission est défavorable à la coupure, la décision précise les délais et le fractionnement des créances liées à la fourniture minimale garantie à rembourser par le client protégé ainsi que la demande adressée au C.P.A.S. d'assurer une guidance énergétique du client, conformément à l'article 45 du décret. Si les modalités d'une guidance sociale énergétiques ont déjà été déterminées avec le client lors des contacts préalables, celles-ci sont reprises in extenso dans la décision de la Commission.

L'engagement du client quant au paiement de ces créances est transmis au gestionnaire de réseau et, le cas échéant, au fournisseur visé à l'article 2.

La décision est transmise au centre public d'aide sociale et au gestionnaire de réseau.

§ 3. Dans le cas où la commission estime que la situation du client est particulièrement difficile, elle peut décider d'une remise de dette liée à la fourniture minimale garantie. La décision mentionne la demande adressée au C.P.A.S. d'assurer une guidance énergétique du client, conformément à l'article 45 du décret. Si les modalités d'une guidance sociale énergétique ont déjà été déterminées avec le client lors des contacts préalables, celles-ci sont reprises in extenso dans la décision de la commission.

La décision est transmise au centre public d'aide sociale et au gestionnaire de réseau.

Le gestionnaire de réseau introduit à la Division de l'Energie de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie une demande visant à obtenir la prise en charge du montant lié à la remise de dette auprès du Fond Energie. Celle-ci est accompagnée de la décision de la commission locale d'avis de coupure, des documents permettant de déterminer le montant de la dette liée à la fourniture minimale garantie au moment de la décision ainsi que les coordonnées du gestionnaire de réseau, et le cas échéant, du fournisseur visé à l'article 3. Ces documents sont certifiés sincères et véritables et sont signés par les parties concernées.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 3238

[C — 2003/27719]

17. JULI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere des Artikels 46;

Aufgrund des am 19. März 2003 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 24. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. Februar 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 27. Mai 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 35.212/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — Allgemeines

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

2° "Kommission": die in Artikel 46 des Dekrets erwähnte lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung;

3° "Stromversorger": der in Artikel 2, 23° des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnte Stromversorger;

4° "Netzbetreiber": der Betreiber des Stromverteilernetzes.

KAPITEL II. — Zusammensetzung der Kommission

Art. 2 - Der Vorsitzende der Kommission ist der von dem Sozialhilferat bezeichnete Vertreter.

Das Sekretariat der Kommission wird von einem Personalmitglied des öffentlichen Sozialhilfezentrums übernommen. Der Sekretär der Kommission ist nicht stimmberechtigt, es sei denn, dass diese Funktion von dem Vertreter übernommen wird, der die soziale Energiebetreuung gewährleistet.

Jedes Mitglied der Kommission kann durch einen von ihm bezeichneten Stellvertreter ersetzt werden.

Art. 3 - Wenn es sich bei dem Stromversorger, der einem eines Betrags schuldigen geschützten Kunden, für den die Einschaltung der Kommission ersucht wird, die garantierte minimale Liefermenge gesichert hat, nicht um den Netzbetreiber handelt, wird ihm die in Artikel 4, Absatz 3 erwähnte Vorladung zugestellt. Der Stromversorger kann sich innerhalb der Kommission mit beschließender Stimme vertreten lassen.

KAPITEL III. — Arbeitsweise der Kommission

Art. 4 - Auf jeden Antrag seitens des Netzbetreibers, der einem wiederholt eines Betrags schuldigen geschützten Kunden die garantierte minimale Liefermenge sichert, tritt die Kommission gemäß dem in Artikel 26 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt erwähnten Verfahren zusammen.

Der Antrag wird schriftlich an den Vorsitzenden der Kommission derjenigen Gemeinde gerichtet, in der der Stromabnehmer wohnhaft ist. Dem Antrag wird ein Begründungsschreiben beigelegt, aus dem hervorgeht, dass das Verfahren im Falle einer Nichtzahlung vollständig angewandt wurde. Dem Antrag werden ebenfalls eine Verbrauchserfassung und ein Auszug der mit der garantierten minimalen Liefermenge verbundenen Schulden, sowie gegebenenfalls die Personalien des Stromversorgers, der im Laufe der ersten sechs Monate die garantierte minimale Liefermenge des eines Betrags schuldigen Kunden gesichert hat, beigelegt.

Innerhalb von zehn Tagen übermittelt der Vorsitzende den Kommissionsmitgliedern den Antrag und dessen Anlagen. Er legt das Datum, die Uhrzeit und den Ort der Versammlung der Kommission fest. Innerhalb derselben Frist werden die Vorladung und die Anlage per Einschreiben an den wiederholt eines Betrags schuldigen Kunden gerichtet. Der Vorsitzende gibt das Verfahren an und legt dem Kunden nahe, von seinem Recht auf Anhörung, Beistand oder Vertretung durch eine Person seiner Wahl Gebrauch zu machen.

Gleichzeitig und im Rahmen des Möglichen setzt sich der(die) mit der sozialen Energiebetreuung beauftragte Sozialfürsorger(in) schnellstmöglich mit dem betroffenen Kunden in Verbindung.

Art. 5 - Die Kommission bewertet die sozialen und finanziellen Schwierigkeiten dieses Kunden und beurteilt, ob der Kunde nach einer Lösung für seine Zahlungsschwierigkeiten gesucht hat. Auf der Grundlage dieser Analyse gibt die Kommission innerhalb von zwanzig Tagen ab der Einsendung der in Artikel 4 erwähnten Vorladung ihren Beschluss ab.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Das Protokoll wird während der Sitzung aufgenommen und von allen anwesenden Parteien unterzeichnet.

Der Beschluss wird dem Kunden sowie dem Netzbetreiber innerhalb von drei Werktagen von dem Vorsitzenden per Einschreiben oder gegen Abnahmebestätigung zugestellt.

Art. 6 - § 1. Im Falle einer Sperrung der garantierten minimalen Liefermenge wird in der Zustellung an den geschützten Kunden angegeben, dass dieser unter Vorbehalt des Aufladens seiner Vorauszahlungskarte Strom erhalten kann, und wo sich die Aufladestellen befinden.

§ 2. Falls sich die Kommission ungünstig gegen die Stromsperrung ausspricht, werden in dem Beschluss die Fristen und die Ratenaufteilung der mit der garantierten minimalen Liefermenge verbundenen und von dem geschützten Kunden zu zahlenden Schulden, sowie der an das ÖSHZ gerichtete Antrag im Hinblick auf die Gewährleistung einer Energiebetreuung gemäß Artikel 45 des Dekrets angegeben. Wenn die Modalitäten für eine soziale Energiebetreuung bereits im Laufe der vorhergehenden Kontaktaufnahmen mit dem Kunden festgelegt wurden, werden diese im vollen Wortlaut in dem Beschluss der Kommission vermerkt.

Die Verpflichtung des Kunden bezüglich der Zahlung dieser Schulden wird dem Netzbetreiber und gegebenenfalls dem in Artikel 2 erwähnten Stromversorger übermittelt.

Der Beschluss wird dem öffentlichen Sozialhilfzentrum und dem Netzbetreiber übermittelt.

§ 3. Falls die Kommission die Situation des Kunden als besonders schwierig erachtet, kann sie beschließen, diesen von den mit der garantierten minimalen Liefermenge verbundenen Schulden zu entbinden. In dem Beschluss wird der an das ÖSHZ gerichtete Antrag im Hinblick auf die Gewährleistung einer Energiebetreuung des Kunden gemäß Artikel 45 des Dekrets erwähnt. Wenn die Modalitäten für eine soziale Energiebetreuung bereits im Laufe der vorhergehenden Kontaktaufnahmen mit dem Kunden festgelegt wurden, werden diese in vollem Wortlaut in dem Beschluss der Kommission vermerkt.

Der Beschluss wird dem öffentlichen Sozialhilfzentrum und dem Netzbetreiber übermittelt.

Der Netzbetreiber reicht bei der Abteilung Energie der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie einen Antrag ein, der auf die Übernahme des mit dem Schulderlass verbundenen Betrags bei dem Energiefonds abzielt. Dem Antrag werden der Beschluss der lokalen Kommission für die Begutachtung der Sperrung, die Unterlagen, die die Festlegung des Betrags der mit der garantierten minimalen Liefermenge verbundenen Schulden zum Zeitpunkt des Beschlusses ermöglichen, sowie die Personalien des Netzbetreibers und gegebenenfalls des in Artikel 3 erwähnten Stromversorgers beigelegt. Diese Unterlagen werden als richtig und wahrhaftig beglaubigt und von den betroffenen Parteien unterzeichnet.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 8 - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 3238

[C — 2003/27719]

**17 JULI 2003. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 46;

Gelet op het advies van de Hoge raad van steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest, gegeven op 19 maart 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 februari 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 februari 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 15 mei 2003 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies L.35.212/4 van de Raad van State, gegeven op 27 mei 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

2° "commissie" : de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking bedoeld in artikel 46 van het decreet;

3° "leverancier" : de stroomleverancier bedoeld in artikel 2, 23°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

4° "netbeheerder" : de beheerder van het elektriciteitsdistributienet.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling van de commissie*

Art. 2. De voorzitter van de commissie is de vertegenwoordiger aangewezen door de raad voor maatschappelijke hulp.

Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door een personeelslid van het openbaar centrum voor maatschappelijke hulp. De secretaris van de commissie is niet stemgerechtigd, behalve als die functie uitgeoefend wordt door de vertegenwoordiger die instaat voor de sociale energetische begeleiding.

Elk lid van de commissie kan zich laten vervangen door een plaatsvervanger die hij aanwijst.

Art. 3. Als de leverancier die instaat voor de gewaarborgde minimale levering aan een beschermde klant die niet kan betalen en voor wie de tussenkomst van de commissie wordt gevraagd, niet de netbeheerder is, wordt hem de in artikel 4, derde lid, bedoelde oproep toegestuurd. De leverancier kan zich binnen de commissie met stemrecht laten vertegenwoordigen.

HOOFDSTUK II. — *Werking van de commissie*

Art. 4. De commissie vergadert op elk verzoek van de netbeheerder die instaat voor de gewaarborgde minimale levering aan een beschermde klant die herhaaldelijk niet kan betalen, naar aanleiding van de procedure bedoeld in artikel 26 van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt.

Het verzoek wordt per post gericht aan de voorzitter van de commissie van de gemeente waar de abonnee woonachtig is. Het gaat vergezeld van een rechtvaardigingsnota waaruit blijkt dat de procedure in geval van niet-betaling integraal werd toegepast. Het verzoek gaat ook vergezeld van de lijst van de verbruiken en van de schulden i.v.m. de gewaarborgde minimale levering, alsmede, in voorkomend geval, van de personalia van de leverancier die in de loop van zes eerste maanden de gewaarborgde minimale levering aan de schuldige klant heeft bezorgd.

De voorzitter maakt het verzoek en de bijlagen binnen tien dagen over aan de leden van de commissie. Hij bepaalt de datum, het uur en de plaats waar de commissie bijeenkomt. Binnen dezelfde termijn worden de oproep en de bijlage eveneens bij aangetekend schrijven gericht aan de klant die herhaaldelijk niet betaalt. De voorzitter bepaalt de procedure en verzoekt de klant om gebruik te maken van zijn hoorrecht, om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een persoon van zijn keuze.

Gelijktijdig en voorzover mogelijk neemt de sociaal assistent die instaat voor de energetische sociale begeleiding zo spoedig mogelijk contact op met betrokken klant.

Art. 5. De commissie evalueert de sociale en financiële moeilijkheden van de klant en beoordeelt of hij zijn betalingsproblemen heeft trachten op te lossen. Op basis van die analyse spreekt de commissie zich uit binnen twintig dagen na verzending van de oproep bedoeld in artikel 4.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De notulen worden tijdens de zitting opgesteld en door de aanwezige partijen ondertekend.

De voorzitter deelt de beslissing binnen drie werkdagen bij aangetekend schrijven of tegen bericht van ontvangst mee aan de klant, alsmede aan de netbeheerder.

Art. 6. § 1. In geval van onderbreking van de gewaarborgde minimale levering, vermeldt de kennisgeving aan de klant dat hij elektriciteit kan verkrijgen als hij zijn prepaykaart laadt en de plaatsen opgeeft waar de kaart geladen wordt.

§ 2. Als de commissie niet instemt met de onderbreking, vermeldt de beslissing de termijnen en de verspreiding van de schulden i.v.m. de gewaarborgde minimale levering die de klant moet betalen, alsook het aan het O.C.M.W. gericht verzoek om te zorgen voor een energetische begeleiding van de klant, overeenkomstig artikel 45 van het decreet. Als de modaliteiten voor een energetische sociale begeleiding al tijdens voorafgaande contacten met de klant zijn vastgelegd, worden ze in extenso vermeld in de beslissing van de commissie.

De verbintenis waarbij de klant zijn schulden belooft te betalen, wordt overgemaakt aan de netbeheerder en, in voorkomend geval, aan de leverancier bedoeld in artikel 2.

De beslissing wordt aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en aan de netbeheerder meegedeeld.

De netbeheerder richt een verzoek aan de Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie om het bedrag i.v.m. de kwijtschelding van schulden bij het Energiefonds te mogen overnemen. Het verzoek gaat vergezeld van de beslissing van de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking, van de stukken voor de bepaling van het bedrag van de schuld i.v.m. de gewaarborgde minimale levering op het moment van de beslissing, alsmede van de personalia van de netbeheerder en, in voorkomend geval, van de leverancier bedoeld in artikel 3. Die stukken worden waar en oprecht verklaard en door de betrokken partijen ondertekend.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 8. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 3239

[C — 2003/31400]

17 JUILLET 2003. — Décret de la Commission communautaire française relatif à la création d'un service à gestion séparée chargé de la gestion et de la promotion de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à Bruxelles

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu l'avis du Conseil d'Administration de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises, donné le 17 octobre 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 octobre 2002;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 8 novembre 2002;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes,

Arrête :

Le Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes présente à l'Assemblée de la Commission communautaire française le projet de décret dont teneur suit :

L'Assemblée de la Commission communautaire française adopte et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. § 1^{er}. Au sein des Services du Collège de la Commission communautaire française, il est créé un service à gestion séparée dénommé « Service Formation P.M.E. ».

§ 2. Il est chargé d'assurer les missions visées à l'article 22 de l'avenant modifiant l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2003.

E. TOMAS,
Président du Collège
W. DRAPS,
Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes
A. HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé du Budget

Décret de la Commission communautaire française relatif à la création d'un service à gestion séparée chargé de la gestion et de la promotion de la formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes entreprises à Bruxelles

Exposé des motifs

L'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes entreprises et à la tutelle sur l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne a fait l'objet d'une évaluation permanente au fil des années.